MACRON / BLANQUER :

PRIORITÉ À L'AUSTÉRITÉ

Contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale
Pour stopper le gouvernement et sa casse sociale

TOUS et TOUTES en GRÈVE le 9 octobre 2018

La CGT est la première confédération syndicale de France.

Dans l'enseignement public, la CGT, c'est la CGT Éduc'action.

Enseignant·es, personnels administratifs, personnels de vie scolaire, AESH, personnels de santé ou des services sociaux, personnels de labo, titulaires, non-titulaires, stagiaires… tou·te·s ensemble nous construisons une école qui forme et émancipe.

Rejoignez-nous !

Ensemble nous pouvons lutter contre des réformes qui dégradent constamment le Service public d'Éducation et qui dégradent donc nos conditions de travail et les conditions d'études des élèves.

L'ÉCOLE EST UNE PRIORITÉ ?

FAUX

1800 suppressions globales de postes dans les collèges et lycées pour la rentrée 2019 !

- 2600 suppressions de postes dans le second degré avec une augmentation du nombre d'élèves
- Hausse des effectifs/classes
- dégradation des conditions d'étude des élèves et de travail des personnels.
- Suppression de 400 postes administratifs et techniques. 1 poste supprimé dans un EPLE ou un service, c'est du travail reporté sur les personnels maintenus en place ET une mobilité forcée.

OBJECTIF BUDGÉTAIRE 2019 : 3000 suppressions de postes dans le second degré public et les services administratifs !

PRIORITÉ DONNÉE AU 1er DEGRÉ ?

FAUX

Création de 1800 postes fléchés pour les dédoublements CP-CE1 en éducation prioritaire.

Mais pas assez nombreux pour couvrir tous les besoins, il y aura donc

- des suppressions de postes pour compenser les besoins
- une augmentation des effectifs par classe dans les autres niveaux.

DES SALAIRES TOUJOURS BLOQUÉS : L'ARNAQUE PPCR !

VRAI

Avec le PPCR, c'est :

- l'accentuation de la pression hiérarchique
- la création d'une classe exceptionnelle qui exclut 80% des agent·es
- une rémunération au mérite sans revalorisation salariale réelle.
- la casse du statut général de la Fonction publique

C'est surtout un retour à la politique Sarkozy :

- gel du point d'indice
- suppression massive de postes
- développement des heures supplémentaires pour « augmenter » les salaires…

Avec ces mesures, c'est une nouvelle dégradation des conditions de travail, le développement de la concurrence entre collègues, l'arbitraire des chef·fes d'établissement et le danger de voir intégrer les 2h sup dans les ORS des personnels (CAP 2022 préconisait la création d'un nouveau corps à 20h hebdomadaires)…

DES RÉFORMES CONTRE LES ÉLÈVES ET LES PERSONNELS

Réforme du lycée, de l'enseignement professionnel, évaluations généralisées, attaque contre la liberté pédagogique…

Les réformes Blanquer accentuent le tri social, la sélection généralisée, la remise en cause de la liberté pédagogique…mais aussi la suppression de postes.

Le ministre reconnaît que la réforme du lycée permettra de « mieux ajuster » les effectifs par classe et le démontre en annonçant la diminution des horaires élèves en lycée

TOUS ET TOUTES ENSEMBLE CONTRE LA CASSE SOCIALE !

Après le droit du travail, c'est le statut de la Fonction publique qui est attaqué !

Avec CAP 2022 :

- affaiblissement (voire suppression) des commissions paritaires au bénéfice du pouvoir discrétionnaire de l'administration sur la carrière des personnels,
- individualisation des salaires avec les primes au mérite.

Plus globalement ce sont tous les droits collectifs et solidaires qui sont ciblés, avec la volonté d'en finir avec le salaire socialisé : transfert des cotisations sociales vers l'impôt et passage à une retraite par points, totalement individualisée, qui va entraîner des baisses des pensions.

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LE 9 OCTOBRE 2018

Pour rejoindre la CGT Éduc'action :

Nom : _____

Prénom : _____

Mail : _____

Téléphone : ___ / ___ / ___ / ___ / ___

Métier : _____

Lieu d'exercice : _____

CGT Éduc'Action 34 Bd Jean Jaures Nice. cgteduc06@gmail.com